



**ACTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

**PLAN STRATEGIQUE**  
**2014 – 2018**

*Aller de l'avant...*



# Sommaire

Résumé exécutif.....	iii
Introduction.....	1
A propos de ACED.....	2
Contexte national.....	3
Défis et Opportunités.....	4
Diagnostic et choix stratégiques.....	8
Notre expérience.....	8
Analyse de l'environnement externe.....	9
Nos atouts.....	10
Matrice FFOM.....	11
Positionnement pour 2014 - 2018.....	12
Vision.....	12
Mission.....	12
Nos Programmes.....	12
Agriculture et Sécurité alimentaire.....	13
Changements climatiques.....	15
TIC Pour l'Agriculture.....	17
Implémentation.....	19
Partenariat.....	19
Mobilisation de ressources.....	19
Renforcement de capacités.....	19
Jeunes et Femmes.....	20
Suivi-Evaluation.....	20
Gestion des connaissances.....	20

# Sigles et Acronymes

<b>ACED</b>	Actions pour l'Environnement et le Développement Durable
<b>CCNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies contre les Changements Climatiques
<b>CNI</b>	Communication Nationale Initiale
<b>COP</b>	Conférence des Parties
<b>CRDI</b>	Centre de Recherches pour le Développement International
<b>DCN</b>	Deuxième Communication Nationale
<b>FAO</b>	United Nations Food and Agriculture Organization
<b>FFEM</b>	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
<b>FFOM</b>	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
<b>GES</b>	Gaz à Effet de Serre
<b>GIEC</b>	Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat
<b>NEPAD</b>	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>UQAM</b>	Université du Québec à Montréal

# Résumé exécutif

1. Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (ACED) est une organisation non gouvernementale, à but non lucratif basée au Bénin. Le Bénin est un petit pays d'Afrique subsaharienne qui fait partie des pays les plus pauvres du monde.
2. Le pays fait face à certains défis majeurs comme la croissance démographique et les changements climatiques qui fragilisent l'agriculture déjà peu performante. Il existe toutefois des opportunités qui peuvent dynamiser l'agriculture et améliorer la sécurité alimentaire. au nombre de celles-ci nous avons les chaines de valeurs ajoutées, les technologies de l'information et de la communication et l'intérêt national et international aux questions de sécurité alimentaire.
3. Durant ces dernières années, ACED a mené plusieurs actions tant dans l'agriculture que dans l'adaptation aux changements climatiques mais ces actions manquait d'un cadre d'orientation précis. Ce plan stratégique décline les orientations stratégiques et le positionnement de l'institution à moyen terme (2014-2018).
4. La vision de l'institution est d'être une institution de référence dans le renforcement des capacités des communautés agricoles pour l'accroissement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. De ce fait, elle s'est fixée pour mission d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin tout en assurant la pérennité de l'environnement. Trois programmes ont été définis pour la réalisation de cette mission.
5. Le premier programme est « Agriculture et Sécurité Alimentaire » dont l'objectif est de soutenir les petites exploitations agricoles pour une agriculture plus performante à travers l'amélioration de la productivité des petites exploitations agricoles, l'amélioration des performances des chaines de valeurs ajoutées agricoles, la gestion post-récolte et l'amélioration de la situation nutritionnelle des communautés.
6. Le deuxième programme est « Changements Climatiques » dont l'objectif est d'accompagner les communautés vulnérables dans la lutte contre les changements climatiques à travers l'adaptation de l'agriculture à la variabilité et aux changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effets de serre et l'intégration des changements climatiques dans les politiques.
7. Le dernier programme est « TIC pour l'Agriculture » qui vise la promotion de l'utilisation des TIC pour le développement du secteur agricole à travers l'accès des producteurs agricoles aux marchés par les TIC ; l'utilisation des outils TIC par les acteurs du secteur agricole et la gestion des connaissances agricoles.
8. Au cours de la mise en œuvre de ce plan stratégique l'accent sera mis sur le partenariat, la mobilisation de ressources, le renforcement de capacités, les jeunes et les femmes, le suivi-évaluation et la gestion des connaissances.

# Introduction

Depuis sa création en 2009, ACED « Actions pour l'Environnement et le Développement Durable » a principalement travaillé au Bénin sur les questions de sécurité alimentaire qui constituent l'une des préoccupations majeures du pays. En effet, le Bénin fait face à des problèmes d'insécurité alimentaire aggravée par des facteurs comme la pauvreté, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.

L'élaboration du plan stratégique a été motivée par le constat qu'en dépit des actions utiles menées par ACED, il n'existe pas un cadre global d'intervention orienté de manière prospective. L'absence d'un tel cadre diminue l'efficacité et la durabilité des actions de l'institution et sa capacité à mobiliser des ressources. L'élaboration du plan stratégique fournira donc ce cadre à l'institution pour les cinq prochaines années (2014-2018) et lui permettra de mieux orienter ses efforts vers la réalisation des objectifs de développement.

Le processus d'élaboration du plan stratégique, facilité par un consultant externe, a suivi des étapes participatives et multi-acteurs qui visent essentiellement son appropriation par les différentes parties prenantes de l'institution. Les grandes étapes ont été les échanges sur le processus et la définition des grandes orientations, le diagnostic stratégique, la revue de la vision-mission, les travaux des groupes thématiques et l'atelier de validation.

Ce plan stratégique permet à ACED de se focaliser sur ce qu'il y a de pertinent pour atteindre sa mission et devenir une institution de référence dans la recherche et l'application de solutions durables aux problèmes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin. Ce positionnement stratégique se base d'une part sur l'expérience acquise par l'institution au bout de ses premières années d'activités et sur l'analyse prospective de son environnement. Cela a permis d'opérer des choix qui contribuent le mieux à l'atteinte de son objectif de création qui est d'accompagner les communautés défavorisées dans l'amélioration de leur conditions de vie pour leur bien-être.

# 1 A propos de ACED

## Qui sommes-nous ?

ACED (Actions pour l'Environnement et le Développement Durable) est une organisation apolitique et à but non lucratif régie par la loi du 1er Juillet 1901 et ses textes subséquents. Elle a été créée le 16 juin 2009 et reconnue officiellement le 07 avril 2010 au numéro 4/086/PDZ-C/SG/STCCD-Assoc. Elle est basée au Bénin et son siège social est situé dans la commune d'Abomey-Calavi (département de l'Atlantique).

ACED est une organisation fortement impliquée dans les questions de développement durable au Bénin. Depuis 2009, elle mène diverses actions dans plusieurs régions du territoire national pour la promotion d'une agriculture plus productive et respectueuse de l'environnement et pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations béninoises.

## Notre structure de gouvernance

- (i) L'**Assemblée Générale** est l'organe suprême de l'Organisation. Elle a pour attributions l'adoption et la révision des Statuts et du Règlement Intérieur ; la définition de l'orientation et de la politique générale de l'organisation ; l'examen et l'approbation des programmes d'activités ; l'élection et / ou le renouvellement des membres des organes ; le vote du budget ; l'examen et l'approbation des rapports d'activités. Elle se tient de manière ordinaire une fois l'an.
- (ii) Le **Conseil d'Administration** est l'organe d'orientation et de suivi global de l'institution. Il est constitué de personnes dont les expertises diverses sont d'une grande utilité pour l'orientation, le positionnement et les politiques générales de l'institution. Son président est le personnage principal de l'institution.
- (iii) La **Direction Exécutive** est coordonnée par un Directeur assisté de professionnels des domaines d'intervention de ACED et d'un personnel d'appui. Elle assure la mise en œuvre efficace des programmes d'activités, la mobilisation des ressources, et l'imputabilité aux partenaires de l'institution.

Le Bénin est un petit pays d'Afrique subsaharienne dont la population est estimée à plus de 9 millions d'habitants en 2013 avec un taux de croissance annuel de 3,5%. Le Bénin fait partie des pays les plus pauvres du monde, avec un revenu annuel par habitant de 752 dollars en 2012. Il se place ainsi en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, évaluée à 1345,4 dollars par habitant en 2012. L'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) classe le pays au 166<sup>ième</sup> rang sur 187 pays considérés en 2013. La pauvreté demeure répandue au sein de la population et l'économie non diversifiée, reste très vulnérable aux chocs exogènes. En effet, l'économie nationale dépend du secteur agricole qui représente environ 36 % du Produit Intérieur Brut (PIB) et est la source de revenu de près de 70 % de la population active du pays.

Le Bénin a élaboré en Mars 2011 la troisième génération de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté qui vise à faire du Bénin un pays émergent à l'horizon 2025, ce qui implique l'essor d'une croissance durable, des progrès économiques et la réduction de la pauvreté. L'objectif de promouvoir une agriculture diversifiée, performante et moderne assurant la sécurité alimentaire est clairement exprimé dans la stratégie. De manière générale, les orientations stratégiques de ACED répondent à la stratégie nationale du pays en termes d'accroissement de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.



La situation alimentaire des populations au Bénin à l'instar des pays en voie de développement demeure précaire et ne permet pas la satisfaction des besoins alimentaires d'une population majoritairement rurale. Outre la crise alimentaire globale de 2008, le pays a traversé plusieurs crises conduisant à une dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des couches vulnérables et par ricochet à des répercussions néfastes sur l'éducation, la santé et la protection des enfants et autres groupes vulnérables. Cette précarité de la situation alimentaire se trouve attisée par les effets conjugués de bons nombres de facteurs caractéristiques des pays pauvres. Il s'agit notamment de la croissance démographique fulgurante associée à la dégradation de l'environnement et aux effets négatifs des changements climatiques sur des secteurs importants comme l'agriculture.

### Croissance démographique

Pour satisfaire les besoins en aliment de toute la population africaine en 2050, l'Afrique devra tripler sa production agricole. La croissance démographique atteint aujourd'hui un rythme fort inquiétant notamment en Afrique subsaharienne où la population va quitter les 860 millions de 2010 pour atteindre 2 milliards en 2050 à cause de la jeunesse de sa population. La situation démographique au Bénin donne des tendances similaires. Le pays est marqué par une croissance continue de sa population résultant d'une fécondité élevée et constante (indice Synthétique de Fécondité de 5,7 en 2011), d'une mortalité en baisse progressive et d'un courant migratoire non négligeable. La population du Bénin est passée de 6,76 millions habitants en 2002 à 8,78 millions d'habitants en 2010 et atteindra 10 millions d'habitants en 2014 et un peu plus de 13 millions en 2027. Cette croissance démographique exerce une véritable pression sur les facteurs de production notamment la terre à travers sa dégradation et la baisse de la fertilité (réduction des



périodes de jachères et culture permanente des terres avec pour conséquence la baisse de la productivité agricole).

## Changements climatiques

D'après le quatrième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC, 2007), la vitesse moyenne de réchauffement au cours des cinquante (50) dernières années, de l'ordre de 0,13°C par décennie, a pratiquement doublé comparativement à celle des cent (100) dernières années traduisant un réchauffement global du système climatique. Ce réchauffement met sérieusement en danger la survie des êtres vivants (y compris l'homme), menace la biodiversité des écosystèmes naturels et compromet les activités économiques.

Le Bénin n'est pas en marge de ces phénomènes climatiques, qui en l'absence d'intervention, n'épargneront aucun secteur du développement. De plus, selon la Deuxième Communication Nationale (DCN, 2011) élaborée au titre de la Convention Cadre des Nations Unies contre les Changements Climatiques (CCNUCC), le Bénin continue d'être un pays non émetteur de Gaz à Effet de Serre et les quatre secteurs à savoir le littoral, les ressources en eau, l'agriculture (élevage et pêche inclus) et la foresterie se sont révélés vulnérables aux changements climatiques mais à des degrés différents.

Face à cette situation, il urge de comprendre les manifestations actuelles et futures des changements climatiques et leurs impacts probables sur les différents secteurs de développement et que des mesures urgentes soient prises pour réduire la vulnérabilité des populations face aux effets néfastes des changements climatiques.

En dépit de ces défis majeurs, il existe des opportunités émergentes ou établies, sur lesquelles des actions durables peuvent être construites afin d'améliorer la sécurité alimentaire au Bénin. Certaines de ces opportunités retiennent l'attention et orientent les choix stratégiques.

## Chaines de valeurs ajoutées

Aujourd'hui, un accent est mis sur les chaînes de valeur ajoutée dans le secteur agro-alimentaire et leur place dans le développement rural et la sécurité alimentaire. Le développement des chaînes de valeur des produits de l'agriculture et de l'agro-alimentaire facilite l'approvisionnement alimentaire dans les pays en voie de développement et améliore les conditions de vie des petits exploitants agricoles et des acteurs des artisanats agro-alimentaires. Elles offrent un cadre plus respectueux des intérêts des petits producteurs en assurant une distribution équitable des revenus. Aussi les chaînes de valeur performantes contribuent à la réduction de certains risques du marché et peuvent ainsi attirer des entreprises telles que les fournisseurs d'intrants, les services de location de machines, les banques ainsi que d'autres intervenants. Leur développement représente une opportunité pour l'atteinte de la sécurité alimentaire en ce sens qu'elles améliorent la productivité et assurent un revenu équitable à chaque acteur.

## Potentiel des Technologies de l'Information et de la Communication

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont révolutionné tous les secteurs économiques en améliorant la gestion de l'information et le niveau de collaboration entre les différents segments de la société. Dans le secteur agricole, elles changent le comportement des acteurs et dynamisent les interactions. Autrefois, il n'était pas facile au producteur situé dans un village d'avoir des informations sur les prix des produits agricoles dans les marchés urbains. Aujourd'hui, des plateformes africaines utilisent la technologie mobile pour délivrer les prix des produits agricoles directement sur les téléphones portables de ses utilisateurs qui sont divers acteurs des

chaines de valeurs. De même, des applications web sont développées pour aider les producteurs à avoir des prévisions agrométéorologiques, ce qui améliore leurs décisions. L'explosion dans l'utilisation de la téléphonie mobile même en milieu rural et l'accessibilité des outils web2.0 représentent des sources d'opportunités pour mettre les TIC au service de l'agriculture.

## **Priorités nationales et internationales sur les questions de sécurité alimentaire**

En appui aux opportunités susmentionnées, il y a l'intérêt grandissant de la communauté internationale et de l'Etat béninois aux questions de sécurité alimentaire. Le *World Development Report 2008* a souligné la nécessité d'augmenter l'investissement dans l'agriculture dans les pays en voie de développement et l'a identifiée comme le secteur central dans la réduction de la pauvreté. Le Bénin reconnaît cette place primordiale qu'occupe l'agriculture. Ainsi le pays fait partie de la dynamique africaine pour l'agriculture, mue par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) à travers le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Ce programme demande aux gouvernements africains d'augmenter l'investissement public dans l'agriculture à hauteur de 10 pour cent (10%) de leurs budgets nationaux et de relever la productivité agricole d'au moins 6 % l'an. Le Bénin développe plusieurs actions pour réaliser ces objectifs à travers le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) ; ce qui offre un cadre aux différents intervenants pour mieux travailler sur les questions de la sécurité alimentaire dans le pays.

Cet intérêt se manifeste aussi dans le domaine des changements climatiques où le consensus sur son évidence et la volonté de lutter contre ses effets néfastes est d'envergure internationale. Récemment, l'agriculture a été intégrée dans les débats de la Conférence des Parties (COP), augmentant ainsi l'intérêt des différentes parties prenantes sur l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. Le Bénin ayant ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, il offre un cadre adéquat pour développer des actions dans le domaine.

# 4

# Diagnostic et choix

Cette analyse fait l'historique de l'institution, décrit son état actuel et présente ses forces et faiblesses ainsi que ses opportunités et menaces. L'objectif est d'avoir une image de l'institution qui présente sa situation actuelle et qui permette d'effectuer des choix stratégiques pertinents.

## Notre expérience

Depuis son lancement en 2009 jusqu'en 2013, ACED a mené plusieurs actions essentiellement dans le domaine de la sécurité alimentaire. L'institution est passée d'un (01) partenaire financier international en 2010 à cinq (05) en 2013, et d'un (01) projet en 2010 à six (06) en 2013. Ces actions ne s'inscrivaient pas dans un cadre général de mise en œuvre ; mais elles peuvent être regroupées en deux domaines principaux que sont l'agriculture et les changements climatiques.

### Agriculture

Il est aisé de constater que l'agriculture dans un contexte de sécurité alimentaire est le secteur autour duquel la plupart des actions menées par ACED jusque-là (en 2013) ont tourné. Cela est dû à la vocation première de l'institution et au profil de son équipe qui, tous deux, tournent autour du secteur agricole et rural. A titre d'exemple, elle a mis en œuvre, en 2012, un projet de renforcement des capacités des jeunes dans l'agro-business, projet soutenu par le Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones. De même, ACED a mené des projets d'adaptation de l'agriculture à la variabilité et aux changements climatiques. Quelques-uns sont présentés dans la section « changements climatiques » ci-dessous.

Toujours dans le domaine de l'agriculture, ACED abrite au Bénin la Plateforme des jeunes pour la recherche agricole pour le développement YPARD qui est un réseau piloté par la FAO afin de soutenir les jeunes dans l'agriculture. ACED mène différentes activités à l'endroit des jeunes du Bénin à travers cette plateforme.

## Changements climatiques

L'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques est un focus pour les initiatives de ACED. L'institution a lancé en 2012 en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) un projet financé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) pour la réduction de la vulnérabilité des communautés côtières aux changements climatiques dans le Sud-Bénin. De même, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) soutient au sein de l'institution un projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre par le compostage des jacinthes d'eau.

L'institution a initié la plateforme internationale des jeunes sur le développement durable YouDev (<http://youdev-acp.org>) qui vise le partage d'informations, d'opportunités et le renforcement des capacités des jeunes sur les questions de développement durable. Malgré les actions menées, cette plateforme n'a pas pu bien fonctionner, comme il était prévu, par manque de soutien et de coordination. La plateforme est désormais gérée par l'un des nouveaux programmes de l'institution afin qu'elle soit mieux dynamisée. Par ailleurs, ACED assure la représentation nationale du réseau Zéro Carbone Africa qui vise la construction d'un mouvement populaire à travers l'Afrique pour lutter contre les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement.

## Analyse de l'environnement externe

ACED travaille dans un environnement qu'il est important de prendre en compte dans les décisions stratégiques la concernant. L'analyse FFOM effectuée a montré que le statut légal d'ONG que porte l'institution constitue parfois un handicap à cause de la mauvaise réputation qu'ont certaines organisations de ce type et leur nombre très élevé au Bénin. Cependant, c'est le seul statut auquel l'institution peut prétendre compte tenu de ses activités et de la réglementation en vigueur au Bénin. Cela constitue certes une menace, mais la réputation de l'institution dépend de la manière dont elle gère ses ressources et sur ce, ACED fait de la bonne gestion des ressources, une de ses valeurs clefs.

En termes d'opportunités, la diversité des sources de financement et le fort intérêt des partenaires aux domaines d'intervention de l'institution constituent des avantages pour ACED. La capacité de réseautage de l'institution pourra être mise à profit pour mobiliser plus de partenaires et par conséquent plus de ressources.

## Nos atouts

### **Equipe jeune, professionnelle et dynamique**

L'équipe de ACED est constituée de jeunes motivés disposant tous d'un diplôme universitaire. Il existe au sein de l'équipe des expertises variées qui coïncident bien avec les choix de l'institution. La motivation et le dynamisme dont font preuve les membres constituent des éléments qui facilitent l'atteinte des objectifs fixés. L'équipe dispose aussi d'un vaste réseau de professionnels seniors sur lequel elle s'appuie au besoin. Ces facteurs donnent à l'équipe la capacité d'innover et de faire face aux défis.

### **Caractère bilingue de l'institution**

Tous les responsables de programmes disposent d'un bon niveau en expression anglaise, ce qui facilite la collaboration avec des partenaires non francophones. L'institution communique aussi sur ses actions en français qu'en anglais. Cela constitue un avantage comparatif dans l'environnement professionnel actuel où plusieurs partenaires techniques et financiers anglophones orientent tout de même leurs actions vers les pays francophones.

### **Forte capacité de réseautage**

Il a été aussi relevé comme atout de l'institution, sa capacité à s'insérer dans les réseaux, à mobiliser de l'expertise et à établir de nouveaux partenariats. Par exemple l'institution a spontanément suscité un partenariat avec l'Université du Québec à Montréal qui a abouti ; les deux institutions développent à présent des projets conjoints. De même, ACED participe régulièrement à des rencontres de haut niveau sur les questions de sécurité alimentaire en Afrique.

## Matrice FFOM

Cette matrice présente les résultats consolidés de l'analyse FFOM (Forces - Faiblesses - Opportunités - Menaces).

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe jeune, dynamique et bilingue</li> <li>• Existence légale et formelle de l'ONG avec des instances dirigeantes fonctionnelles</li> <li>• Existence de plan stratégique</li> <li>• Bonne gestion financière</li> <li>• Existence de partenariats locaux et internationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressources limitées</li> <li>• Dépendance financière de l'organisation vis-à-vis des bailleurs de fonds</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fort intérêt des partenaires au développement pour les domaines d'intervention de l'institution</li> <li>• Pertinence des problèmes de développement abordés par l'institution</li> <li>• Diversité des sources de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perte de crédibilité des institutions à statut juridique d'ONG</li> <li>• Conflits internes</li> <li>• Esprit d'assistance développé par les parties prenantes dans les pays en voie de développement réduisant l'impact des actions menées</li> </ul>

Ces éléments offrent une vue synthétique de la situation de l'institution et ont guidé son positionnement.



## 5 Positionnement pour 2014 – 2018

ACED continuera à orienter ses actions vers l'accroissement de la sécurité alimentaire au Bénin. Grâce à son expérience sur les changements climatiques et de la pertinence du sujet pour la sécurité alimentaire, ACED travaillera à réduire la vulnérabilité des communautés agricoles à la variabilité et aux changements climatiques. Des efforts seront consentis dans la promotion de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans l'agriculture. En effet, ce secteur est encore nouveau au Bénin et l'institution s'efforcera de démontrer le potentiel des TIC pour le développement agricole et devenir une institution de référence dans le domaine au Bénin.

En somme, durant les cinq prochaines années, ACED s'efforcera d'améliorer son image et sa référence dans le domaine de la sécurité alimentaire au Bénin en se focalisant sur trois domaines : l'agriculture, les changements climatiques et les TIC. L'accent sera mis sur la diversification des sources de financement, le partenariat et le renforcement institutionnel.

### Vision

*Etre une institution de référence dans le renforcement des capacités des communautés agricoles pour l'accroissement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.*

### Mission

*Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin tout en assurant la pérennité de l'environnement.*

## 6 Nos Programmes

## AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE



### Soutenir les petites exploitations agricoles pour une agriculture plus performante

L'insécurité alimentaire est encore une réalité au Bénin. Au nombre des solutions proposées pour pallier cette situation, l'agriculture apparaît comme un véritable tremplin. Le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole du Bénin insiste fortement sur la nécessité d'un secteur agricole performant (augmentation de la production végétale, animale et piscicole) pour assurer la souveraineté alimentaire du pays à partir de la production nationale, de façon à réduire substantiellement la dépendance actuelle vis-à-vis de l'extérieur. Le programme agriculture et sécurité alimentaire vient donc accompagner les communautés dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration des performances agricoles des petites exploitations agricoles.

### Amélioration de la productivité des petites exploitations agricoles

Les petites exploitations agricoles constituent aujourd'hui le pilier du développement agricole en Afrique. Au Bénin, elles assurent une proportion largement dominante de la production agricole – jusqu'à 80% – emploient la majorité de la population active et disposent du potentiel nécessaire pour satisfaire les besoins alimentaires de toute la population. Ainsi, une amélioration de leur production aura-t-elle un véritable impact sur l'amélioration de la production agricole nationale et constituera ainsi un pas vers la sécurité alimentaire à travers l'amélioration de la disponibilité de vivres. Cet axe d'intervention vise à faciliter l'accès des petits exploitants agricoles aux connaissances

agricoles et aux innovations technologiques et les accompagner dans l'amélioration des systèmes d'exploitation vers des systèmes plus productifs et respectueux de l'environnement afin d'accroître les rendements et les revenus des exploitants.

## Amélioration des performances des chaînes de valeurs ajoutées agricoles

La faiblesse des chaînes de valeurs ajoutées agricole en milieu rural entraîne une perte inquiétante d'environ 30% des produits agricoles dans les zones rurales. Il est donc impératif d'améliorer la performance des chaînes de valeurs ajoutées des produits agricoles pour diminuer ce gaspillage de productions dans des milieux où la disponibilité continue de vivres constitue un véritable problème. De plus, l'analyse des chaînes de valeurs ajoutées agricoles permet de déceler les éventuels dysfonctionnements existants au niveau des différents maillons de ces chaînes, ce qui représente un grand avantage dans la proposition de mesures pertinentes de répartition équitable des valeurs ajoutées le long des chaînes. Mieux, l'analyse des chaînes de valeurs permet de proposer des solutions efficaces quant à l'implication effective des jeunes dans l'agriculture. Le présent axe stratégique d'intervention vise ainsi l'amélioration des performances des chaînes de valeurs ajoutées agricoles en étudiant celles des produits agricoles importants et pertinents afin de corriger les éléments de dysfonctionnement et d'accompagner les maillons défavorisés des chaînes à saisir les opportunités qu'offrent les marchés, à obtenir des conditions équitables et à augmenter la valeur de leurs produits.


## Gestion post-récolte

La gestion post-récolte est l'un des éléments essentiels dans le maintien de la disponibilité des vivres en toutes périodes. Améliorer la production des petites exploitations agricoles n'est pas suffisant pour assurer la disponibilité de vivres tout au long de l'année. Au Bénin, la gestion post-récolte reste peu développée et entraîne la récurrence des périodes de soudure au sein des ménages. Accompagner les producteurs et les ménages ruraux dans des techniques de gestion post-récolte efficaces et adaptées à leur besoins constitue l'essentiel du but visé par cet axe d'intervention.

## Amélioration de la situation nutritionnelle des communautés

En Afrique subsaharienne, plus d'un quart de la population est sous-alimentée. Les principaux problèmes nutritionnels dans cette région résultent généralement d'un apport inférieur aux besoins nutritionnels alimentaires. Au Bénin, les couches de la population les plus vulnérables à ces problèmes, sont les enfants en bas âges (0 à 5ans) et les mères nourrices. Cette malnutrition est à la fois conséquence et cause de la pauvreté. Pour l'éradiquer, il est indispensable de constituer un pont entre l'agriculture et la nutrition. Cet axe stratégique vise la construction de ce pont en adaptant la production agricole aux besoins nutritionnels des populations.

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Accompagner les communautés vulnérables dans la lutte contre les changements climatiques

Les changements climatiques constituent l'un des défis majeurs auxquels le Bénin fait face actuellement pour assurer la sécurité alimentaire des populations. L'économie béninoise étant principalement basée sur l'agriculture qui est essentiellement pluviale, ce programme vient aider les communautés vulnérables à lutter efficacement contre les répercussions des changements climatiques.

## Adaptation de l'agriculture à la variabilité et aux changements climatiques

L'agriculture béninoise (y compris élevage et pêche) est particulièrement vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques. Les populations pauvres sont les plus touchées puisqu'elles dépendent principalement de l'agriculture pour subvenir à leurs besoins et ont une faible capacité d'adaptation. De plus, il est espéré que la part

de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut (PIB) stagne ou croisse. Face à cet état de choses, cet axe vise à renforcer l'adaptation de cette agriculture aux changements climatiques à partir des stratégies (endogènes et modernes) prouvées concluantes pour une amélioration effective de la productivité.


## Réduction des émissions de gaz à effets de serre

Il est clair que l'adaptation à elle seule ne peut favoriser une lutte efficace contre les répercussions des changements climatiques. L'atténuation doit être aussi prise en compte. En effet, les changements climatiques sont les conséquences directes de la concentration des gaz à effets de serre (GES) dans l'atmosphère. Ainsi, l'atténuation des changements climatiques passe-t-elle par la réduction des émissions de GES dans l'atmosphère. Pour ce faire, cet axe s'intéresse à toutes initiatives avérées de réduction des émissions de GES ayant des effets prouvés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations.

## Intégration des changements climatiques dans les politiques

Il est important d'associer désormais tous les acteurs (bailleurs, décideurs, autorités, chercheurs, vulgarisateurs, producteurs) aux questions de la variabilité et des changements climatiques à travers des actions pertinentes pour l'intégration effective des changements climatiques dans les politiques. Cela est d'autant plus nécessaire que les acteurs ont besoin d'être informés périodiquement sur l'état de l'art dans le domaine et les éventuelles répliques des expériences réussies. Ce faisant, cet axe permet d'informer, de communiquer et de partager les connaissances à tous les niveaux (local, national et international) avec les acteurs pertinents impliqués dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

## TIC POUR L'AGRICULTURE



### Promouvoir l'utilisation des TIC pour le développement du secteur agricole

L'agriculture étant une activité économique humaine, l'information et la communication lui sont essentielles. Par exemple, connaître les prix des produits agricoles sur les marchés ou recevoir des informations agrométéorologiques sont des besoins primordiaux pour tous les producteurs agricoles. Avec les défis auxquels fait face le Bénin en termes d'accroissement de la population, de baisse de la productivité ou de changements climatiques, le potentiel des TIC doit être mis à profit. Ce programme a pour objectif de promouvoir l'utilisation des TIC dans le développement agricole pour l'accroissement de la productivité et des revenus des petits producteurs.

#### Accès des producteurs agricoles aux marchés par les TIC

Les TICs offrent la possibilité de réduire l'asymétrie d'informations entre producteurs et commerçants, de réduire les coûts de transaction et de permettre aux producteurs d'affiner leurs stratégies de production aux exigences du marché. L'essor de la téléphonie mobile a énormément contribué à cela. A travers cet axe, ACED appuie les acteurs du marketing agricole dans la gestion efficace de l'information relative aux marchés de produits agricoles. Les actions se focalisent aussi bien sur les petits producteurs que sur les autres acteurs des chaînes de valeurs des produits agricoles.

## Utilisation des outils TIC par les acteurs du secteur agricole

Plusieurs acteurs du secteur agricole au Bénin comme les services de vulgarisation conseil, les organisations de professionnels agricoles ou encore les institutions de recherche n'ont pas encore appréhendé le rôle que peuvent jouer les TIC dans leur travail. Pourtant, il existe des opportunités d'amélioration du conseil agricole ou le suivi des campagnes agricoles par l'utilisation d'applications mobiles déjà disponibles. Les chercheurs peuvent mieux collaborer entre eux, partager leurs résultats de recherche en tirant profit des outils du web2.0. Cet axe facilitera l'intégration des outils TIC dans les activités des différents acteurs du secteur agricole pour améliorer leur efficacité.

## Gestion des connaissances agricoles

On constate aujourd'hui que plusieurs initiatives sont menées et génèrent de bonnes connaissances pour le monde agricole mais très peu sont capitalisées et rendues utiles. Cet axe d'intervention est initié pour pallier cet état de choses. Il est transversal à toute la stratégie d'intervention de ACED et se scinde en deux volets. Le premier volet consiste à faciliter l'agrégation et la mise en valeur des acquis obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le second volet consiste à appuyer les programmes « Agriculture et Sécurité Alimentaire » et « Changements climatiques » dans la capitalisation et la gestion des connaissances générées par ces derniers.



## Partenariat

Le partenariat favorise la collaboration multi-acteurs et interdisciplinaire. Il couvre l'ensemble des relations existant entre l'institution et ses partenaires techniques et financiers locaux et internationaux. ACED collabore déjà avec une grande variété d'institutions locales, nationales et internationales pertinentes à ses domaines d'intervention. Ces institutions sont des structures étatiques, des acteurs du secteur privé, des bailleurs de fonds, des universités, des centres d'études et de recherches, des organisations de la société civile et des organisations communautaires. L'institution devra renforcer ces partenariats et en initier d'autres.

## Mobilisation de ressources

ACED mettra en place un mécanisme de recherche de financement axé sur ses priorités actuelles suivant la stratégie développée dans son plan de mobilisation de ressources. ACED continuera avec la recherche de financement classique par la soumission aux appels à propositions de projets. Ceci permettra d'entrer en contact avec d'autres bailleurs de fonds nationaux et internationaux. En outre, ACED initiera des dialogues avec des bailleurs de fonds nationaux et internationaux afin de discuter des possibilités de financement des axes stratégiques de ce plan stratégique.

## Renforcement de capacités

Le renforcement de capacités ici est orienté à l'interne et à l'externe. A l'interne, il s'agit du renforcement des ressources humaines de l'institution. Cela inclut la participation à des ateliers de formation et d'échange de connaissances, la participation à des formations ponctuelles et thématiques, etc. A l'externe, il est question de considérer le renforcement des capacités (matérielles, organisationnelles et financières) de nos différents groupes cibles. Par ailleurs, ACED aura parfois recours à l'approche Faire-Faire pour mobiliser de l'expertise externe afin d'exécuter certaines activités.

Les femmes sont souvent écartées dans les processus de prise de décisions alors qu'elles représentent le socle sur lequel se basent les sociétés. Les jeunes, quant à eux, constituent aujourd'hui la meilleure ressource dont dispose le Bénin pour accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté. Il convient alors de développer des initiatives conduisant à l'autonomisation et à l'épanouissement de ces deux catégories d'acteurs. ACED est consciente du potentiel qu'ils représentent et leur accorde une attention particulière dans la mise en œuvre de ses différentes activités.

ACED mettra en place pour ses actions, un plan global de suivi-évaluation axé sur les résultats et indicateurs. Ceci permettra la revue périodique et régulière des actions mises en œuvre pour l'atteinte des objectifs fixés. Pour ce faire, ACED adhère au pluralisme méthodologique et utilise toute une gamme de méthodes et d'outils d'évaluation adaptés à chaque situation particulière.

La gestion des connaissances peut se comprendre comme l'ensemble des techniques, méthodes et outils utilisés pour accéder, traiter, organiser, générer et diffuser de l'information et de la connaissance, au sein d'une institution pour l'amélioration de ses performances, et au public pour communiquer sur des expériences réussies et acquises. Elle visera à assurer la capitalisation et la diffusion des expériences acquises et à rendre le personnel de l'institution apte à communiquer de manière utile. Elle inclut la présence de l'institution sur internet via l'utilisation des médias sociaux et la médiatisation efficace de toutes les actions menées.



[www.aced-benin.org](http://www.aced-benin.org)



**ACTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT ET  
LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

t : +(229) 21 36 32 36  
bp : 660 Abomey-Calavi, Bénin  
e : [contact@aced-benin.org](mailto:contact@aced-benin.org)

 **acedong**

 **@acedbenin**